

IDÉE REÇUE

Il faut encore baisser les impôts !

L'impôt est régulièrement présenté par les tenants du libéralisme comme un poids pour notre économie... Ne leur en déplaise, il est non seulement le ciment de notre société, mais son allègement profite principalement aux riches, au détriment des plus modestes.

À écouter les libéraux de tous bords, la France serait championne des prélèvements obligatoires, lesquels nuiraient à sa croissance et à sa compétitivité. Il faudrait donc baisser les impôts – sous-entendu les ceux directs, bien identifiés par les citoyens. Souvent cité, l'exemple de l'impôt sur le revenu – qui, de « réformes » en « réformes » a fini par ne concerner que moins d'un foyer fiscal sur deux (45 % en 2020) – montre que le mouvement est engagé depuis longtemps. Non sans ratés dans la dernière période. L'extinction progressive de la taxe d'habitation visait à renforcer le pouvoir d'achat des Français. Elle a surtout réduit les recettes des communes. Moins populaire, la « réforme » de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) de janvier 2018 devait relancer l'investissement, l'ISF étant remplacé par un impôt sur la fortune immobilière (IFI) accompagné d'un prélèvement forfaitaire unique (PFU) sur les revenus du capital (intérêts, dividendes...). En octobre 2021, France Stratégie, organisme rattaché au Premier ministre, a constaté qu'elle n'avait qu'accru les dividendes des plus riches. Les baisses effrénées d'impôts font perdre de vue la seule problématique qui vaille en la matière et que rappelle Alexandre Derigny, secrétaire

général de la Fédération CGT des finances : « À quoi sert l'impôt – c'est-à-dire combien je donne pour ce que je vais avoir en retour – et dans quelle société ai-je envie de vivre ? »

UN CREUSEMENT DES INÉGALITÉS

Car l'impôt est structurant pour notre modèle social, très éloigné, par exemple, de celui des États-Unis. Chacun contribuant à hauteur de ses moyens, il donne à tous les citoyens accès à des droits (de l'eau au RSA...),

JUSTICE FISCALE

Au rythme des allègements fiscaux mis en œuvre, l'impôt risque de ne plus assurer l'une de ses fonctions primordiales : redistribuer les revenus pour assurer la cohésion de la société. En manque de subsides, l'État pourrait en effet être tenté de renvoyer les plus modestes à la charité publique, les privant de droits. Loin d'être un sujet technique, l'impôt est donc d'abord politique. Ainsi, outre le retour à plus de justice fiscale, il pourrait inciter les entreprises à mieux rémunérer le travail ou encore à investir dans le respect de l'environnement. Cela, au profit de l'intérêt commun.

ainsi qu'à l'éducation, à la santé ou encore aux équipements publics (théâtres, bibliothèques...). Tel est le principe. Or, aujourd'hui, les fermetures de lits à l'hôpital ou le manque de moyens pour l'université illustrent les conséquences du « moins-disant fiscal » sur les finances publiques, pourtant censées prendre en charge les besoins de la population. « Mais qui a intérêt à payer moins d'impôts ? feint de s'interroger le syndicaliste. Économiquement, ce ne peut être qu'une infime minorité de personnes. » Celles qui ont les moyens de tout s'acheter individuellement. Et d'insister : « La fiscalité est une question très politique, les citoyens doivent se la réapproprier. » En proportion de leurs revenus, les plus modestes contribuent en effet davantage que les plus riches. De fait, les impôts indirects sont injustes puisqu'ils s'appliquent à tous de la même façon (TVA...), les niches fiscales profitant surtout aux 10 % les plus riches. Quant aux baisses d'impôts, elles favorisent les détenteurs de très gros patrimoines (ISF, PFU, réduction des droits de succession...). In fine, « le capital étant moins taxé que le travail, sa rémunération est favorisée au détriment de celle du travail », conclut Alexandre Derigny. Et... les inégalités explosent. ■ CHRISTINE MOREL